Bulletin des Négociations de la Terre

CDD-14 #6

Un service d'information sur les négociations en matière d'environnement et de développement

En Ligne sur http://www.iisd.ca/csd/csd14/

Vol. 5 No. 233 Publié par L'Institut International du Développement Durable (IIDD) Lundi 8 mai 2006

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDD-14: VENDREDI 5 MAI 2006

Le matin, les participants ont pris part à des réunions parallèles sur l'investissement dans l'énergie et le développement industriel, et sur l'amélioration des moyens d'exécution à travers la coopération sous-régionale, régionale et internationale. L'après-midi, les délégués ont engagé des débats axés sur l'énergie, le développement industriel, la pollution de l'air ambiant, l'atmosphère et les changements climatiques, de manière intégrée.

DEBATS THEMATIQUES

Investir dans l'énergie et le développement industriel: défis à relever et opportunités offertes: Le vice-président Yvo de Boer (Pays-Bas) a présidé le débat. Fatih Birol, International, de l'Agence de l'Energie, a déclaré que les 17 trillions de dollars américains nécessaires à la sauvegarde des besoins de la planète en matière d'énergie en 2020, sont un investissement abordable et équivalent à juste un pour cent du PIB mondial. Il a indiqué que le défi à relever, consiste, dans les pays en développement, à canaliser la somme vers l'investissement dans l'énergie. Margo Thorning, du Conseil International de la Formation des Capitaux, a passé en revue les obstacles à l'investissement, dont, l'instabilité des cadres politiques et l'absence de protection de la propriété intellectuelle, qui peuvent entraver le déploiement des technologies. Thorning a fait part de son scepticisme concernant l'impact des mécanismes qui comptent sur le plafonnement des émissions, compte tenu leurs incertitudes. Elle a signalé que le Partenariat de la Région Asie-Pacifique pour le Développement Propre et le Climat, qui a regroupe des partenaires représentant 45 pour cent des émissions mondiales, est un pilote intéressant. Christine Woerlen, du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), a déclaré que les gouvernements doivent fournir des cadres politiques crédibles et a mis en relief les outils nécessaires à la levée des barrières, telles que les subventions d'investissement, les subventions d'exploitation, le fonds pour un développement propre et la prolongation des délais de récupération des crédits et prêts.

Débat: L'ALLEMAGNE a déclaré que le cycle actuel de la CDD est un cyclé clé pour le lancement de la stratégie pour l'introduction d'améliorations dans l'efficacité énergétique. La COMMUNAUTE EUROPEENNE a appelé à des manières constructives d'engager le secteur privé dans le développement de l'énergie renouvelable.

L'OUGANDA a déclaré que la crise énergétique est en train d'affecter sa stratégie pour la réduction de la pauvreté, et s'est lamenté de la faiblesse des réponses reçues des investisseurs étrangers. La COTE D'IVOIRE et d'autres ont fait part de leur pessimisme à l'égard des investissements dans l'énergie renouvelable et l'énergie propre en Afrique. La JORDANIE a fait écho à ces réserves et a fait mention des problèmes qui entravent l'attraction des technologies de pointe. Thorning a répondu par un appel à la création d'un climat favorable à l'investissement intérieur.

L'AFRIQUE DU SUD a souligné la nécessité d'attirer l'investissement dans la technologie propre du charbon. La FRANCE a déclaré que les approches volontaire et obligatoire sont toutes deux nécessaires. La BANQUE MONDIALE a parlé du cadre proposé pour l'investissement propre requis par le G8, à Gleneagles. Le représentant a indiqué que les politiques rationnelles sont un élément clé pour la réduction de la pauvreté énergétique, a expliqué que la technologie propre exige un financement pour la couverture des coûts accrus associés aux technologies efficaces, auxquels doivent faire face les pays en développement, et a ajouté que la création d'un fonds pour le carbone exigerait un régime politique international négocié, stable, crédible et à long terme.

Thorning a déclaré qu'en 2010, l'UE sera probablement à quatre pour cent au dessus de son objectif d'émission annoncé dans le Protocole de Kyoto, au lieu de huit pour cent au dessous des niveaux de 1990, ajoutant que faire confiance aux promesses gouvernementales à long terme, comporte le risque de voir la création de richesse d'aujourd'hui s'avérer du blablabla, demain. Le PANAMA a parlé des difficultés posées à l'accès aux financements du FEM et de la Banque Mondiale. L'AUSTRALIE a affirmé que le problème de la corruption revêt un caractère particulier dans le secteur de l'énergie.

La CHINE a décrit les perspectives du marché de l'énergie renouvelable, et a appelé au transfert des technologies. La FEDERATION DE RUSSIE a donné un aperçu sur ses objectifs en matière de sécurité énergétique et de diversification de ses exports de combustibles fossiles. L'UE a encouragé la CDD à promouvoir l'intégration de la dimension énergétique dans les stratégies nationales de développement durable et de réduction de la pauvreté. Les ETATS-UNIS ont mis en exergue les études de cas consacrées aux garanties partielles des crédits pour la mobilisation du financement privé et à la création des capacités nécessaires au financement commercial des projets axés sur l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable. Le porte-parole des JEUNES ET DES ENFANTS a souligné le rôle des Jeunes dans l'amélioration de la prise de conscience.

La NORVEGE a mis en relief les effets potentiels de la compétition pour les capitaux, dans les pays industrialisés, sur l'investissement dans les pays en développement. En réponse, Birol a fait état de la nécessité de l'activité et de l'appui de la communauté internationale. Le Président a fait observer que l'augmentation du prix de pétrole pourrait ne pas avoir un impact sur les investissements dans les sources d'énergie renouvelables.

L'EGYPTE a souligné la nécessité de financer à la fois les programmes d'atténuation des, et d'adaptation aux, changements climatiques. Le CANADA a parlé des initiatives entreprises dans le domaine des technologies durables, a encouragé l'investissement en provenance du secteur privé. L'OrganiSation MONDIALE DE LA SANTE a souligné le besoin pour les pays en développement, de demander une aide au développement pour les activités dans le domaine de l'énergie. La COMMISSION EUROPEENNE, avec le MEXIQUE, a souligné la nécessité pour les infrastructures de garantie contre les risques, de franchir les verrous financiers.

Répondant aux ONG, Birol a reconnu les problèmes que pose l'énergie nucléaire, mais a précisé qu'il n'envisageait pas une élimination de cette technologie dans les 25 prochaines années. Mettant l'accent sur les responsabilités des gouvernements en matière d'investissement, le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a appelé à un retour aux approches fondées sur les droits.

Améliorer les moyens d'exécution à travers la coopération sous-régionale, régionale et internationale: Cette session a été présidé par le vice-président Azanaw Abreha (Ethiopie).

Au sujet de la facilitation des initiatives énergétiques régionales, Mats Karlsson, de la Banque Mondiale, a souligné la nécessité d'une approche multilatérale intégrée et cohérente et

Ce numéro du *Bulletin des Négociations de la Terre* © <enb@iisd.org>, a été rédigé par Peter Doran, Ph.D., Twig Johnson, Ph.D., James Van Alstine, Cecilia Vaverka, et Andrey Vavilov, Ph.D. Edition numérique: Leila Mead. Version française: Mongi Gadhoum. Edition en chef: Pam Chasek, Ph.D. <pam@iisd.org>. Directeur du Service Information de l'IIDD: Langston James Goree VI <kimo@iisd.org>. Les principaux bailleurs de fonds du *Bulletin* sont: Le gouvernement des Etats-Unis (à travers le Bureau des océans et des affaires environnementales et scientifiques internationales du département d'Etat américain), le gouvernement du Canada (à travers l'ACDI), l'agence suisse de l'environnement, des forêts et des paysages (SAEFL), le Royaume-Uni (à travers le département du développement international (DFID), le ministère danois des affaires étrangères, le gouvernement allemand (à travers les ministères de l'environnement (BMU) et de la coopération pour le développement (BMZ)), le ministère néerlandais des affaires étrangères, la commission européenne (DG-ENV), et la direction générale de la protection de la nature, du ministère italien de l'environnement et de l'aménagement du territoire. Un soutien général a été accordé au *Bulletin*, au titre de l'exercice 2006, par: le programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), le gouvernement australien, le ministère fédéral autrichien de l'environnement, le ministère néo-zélandais des affaires étrangères et du commerce, SWAN International, le ministère nippon de l'environnement (à travers l'IGES) et le Ministère nippon de l'économie, du commerce et de l'industrie (à travers GISPRI). La version française est financée par le ministère français des affaires étrangères et l'IEPF/OIF. Le financement de la version espagnole du *Bulletin* a été fourni par le ministère espagnole de l'environnement. Les opinions exprimées dans le Bulletin appartiennent à leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues de l'IIDD et des bailleurs de fonds. Des extraits du *Bulletin* peuvent être utilisés uniquement dans des publications non commerciales moyennant une citation appropriée. Pour tous renseignement, y compris les demandes de couverture d'événements par nos services, contacter le Directeur du Service d'Information de l'IIDD par courriel à: <kimo@iisd.org> ou par téléphone au: +1-212-644-0217 ou par voie postale au: 212 East 47th St. #21F, New York, NY 10017, USA. L'équipe du ENB couvrant la CDD-14 est joignable par courriel à <peter@iisd.org>.

d'une réforme du secteur de l'énergie, à l'échelon national. Ravi Sawhney, de la Commission Economique et Sociale des Nations Unies pour l'Asie-Pacifique, a décrit les programmes régionaux de coopération dans le domaine de l'énergie renouvelable. Jamal Saghir, de la Banque Mondiale, a donné un aperçu sur le travail de la Banque dans le cadre de l'investissement dans l'énergie propre, axé sur l'énergie au service du développement et sur l'atténuation des, et l'adaptation aux changements climatiques, et a fait observer que le secteur de l'énergie est particulièrement enclin à la corruption. Lindiwe Lusenga, du Département des Sciences et Technologies, en AFRIQUE DU SUD, a déterminé les facteurs critiques de la concrétisation des initiatives scientifiques et technologiques, y compris: l'accès et le caractère abordable; la formation et les qualifications, en particulier pour les jeunes et les femmes; l'investissement dans la recherche et développement, englobant le soutien du secteur privé; et le ciblage des projets commandés par la demande. Soulignant l'impératif d'intégrer les analyses du rôle de la femme, dans les études consacrée à l'énergie, A. Rani Parker, de 'BC Synergies', a donné des illustrations des désavantages endurés par les femmes et les filles dans leurs rôles dans le domaine de l'énergie utilisée au sein des ménages et dans les zones rurales. L'oratrice a expliqué le rôle essentiel de la femme et sa participation dans la détermination des besoins locaux et dans le soutien du contrôle local. Elle a décrit des initiatives basées sur l'énergie hydraulique et sur l'énergie solaire, contrôlées par l'échelon local, et notamment, des projets d'eau potable où les pompes d'eau sont actionnées par des manèges d'enfants.

Débat: Le délégué du SYSTEM CENTRE AMERICAIN POUR L'INTEGRATION ECONOMIQUE a appelé les mécanismes de marché internationaux innovants à reconnaître la valeur des services des écosystèmes dans les pays en développement. L'UE a parlé de l'élaboration d'un Plan d'Action pour des Modes Durables de Consommation et de Production, en 2007. CUBA a souligné l'importance des solutions financières innovantes, de l'engagement du secteur public et, avec le MAROC, de la coopération Sud-Sud. Sawhney a parlé de la prolifération de la coopération et des partenariats Sud-Sud, mentionnant la China parmi les investisseurs les plus importants dans le secteur de l'énergie, en Afrique. L'AUSTRALIE a souligné l'importance des mesures visant à réduire la corruption.

Le MEXIQUE a mis en relief le rôle de la coopération internationale dans le déclenchement de l'action locale. Sawhney a fait état des liens entre la coopération sous-régionale et régionale et le renforcement de l'action aux échelons national et local. Les ETATS-UNIS ont souligné l'importance de la considération de l'endroit et de l'échelle, lors de la détermination des barrières.

La JORDANIE a encouragé la coopération multilatérale, mentionnant sa collaboration avec l'initiative USAID-Israël-Palestine, qui utilise l'énergie renouvelable pour le dessalement de l'eau. Le JAPON a souligné l'importance des cadres réglementaires à long terme et des partenariats entre les secteurs public et privé.

Le CANADA a déclaré que le rôle de l'énergie dans la réalisation des Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) n'avait pas été entièrement articulé lorsqu'ils ont été lancés. L'AFRIQUE DU SUD a parlé des mesures nécessaires à prendre si l'on veut que les ODM soient réalisés, dont, des flux d'aides prévisibles, une intensification du commerce et l'allégement de la dette, et, avec la TANZANIE, a affirmé que le Cadre de l'Affectation des Ressources adopté par le FEM, limitera les ressources pour l'Afrique. La REPUBLIQUE DOMINICAINE a fait état des difficultés rencontrées dans la poursuite des ODM, lorsque 35 pour cent du budget national est consacrée à l'énergie.

Mettant en exergue les principes de Rio, le PAKISTAN a appelé au transfert des technologies et à l'aide financière. Les AGRICULTEURS ont encouragé l'accroissement de la recherche et des transferts scientifiques et technologiques. Mettant en relief le Plan Stratégique de Bali pour l'Appui Technologique et la Création des Capacités, le VENEZUELA a également appelé à des engagements en faveur de la paix et de la sécurité. La NORVEGE a parlé d'une initiative française utilisant une taxe sur les voyages aériens pour la levée de fonds pour l'aide au développement. L'orateur a également attiré l'attention sur les discussions menées autour de l'ouverture de la Convention sur la Pollution Atmosphérique Transfrontière de Longue Portée, à la signature des pays n'appartenant pas à la Commission Economique des Nations Unies pour l'Europe. Saghir a souligné le rôle de l'aide au développement dans la levée de l'investissement du secteur privé, et a appelé à davantage d'échanges sur l'harmonisation, à l'échelon des pays, des approches à adopter face aux exigences des donateurs.

Traiter l'énergie, le développement industriel, la pollution de l'air ambiant/atmosphère et les changements climatiques, de manière intégrée: Le vice-président Azanaw Abreha (Ethiopie) a présidé la réunion. Tsutomu Uehara, Maire adjoint de Kyoto, au Japon, a parlé des initiatives entreprises par la ville, notamment celles consistant à réduire de dix percent les émissions de GES, et à réutiliser l'huile de friture de la 'tempura' comme carburant pour autobus et camions. Jayant Sathaye, du Laboratoire National Lawrence Berkeley, a parlé des enseignement tirés de la recherche sur l'efficacité énergétique, notamment, l'importance de l'adoption d'une approche globale et du recours à des technologies adaptées, pour la relève des défis actuels. David Goldstein, du Conseil pour la Défense des Ressources Naturelles, a parlé de l'efficacité énergétique en Californie, qui passe par des approches obligatoires et volontaires.

Tom Kerr, de 'US EPA', a déclaré que les Etats-Unis sont en mesure de réduire de moitié la demande en matière d'électricité, à travers l'efficacité énergétique. Huang Ming, du Groupe Himin pour l'Energie Solaire, en Chine, a parlé du Programme de Triple Recyclage de l'Energie Renouvelable et de la législation Chinoise consacrée à l'énergie renouvelable et appliquée depuis début 2006.

Débat: Les ETATS-UNIS ont souligné la valeur de la collecte des Etudes de cas, en tant qu'outil au service des efforts de mise en application. Le JAPON a déclaré que cette session de la CDD a créé un élan politique et a retracé les efforts fournis dans le domaine des tempêtes de sable. L'UE s'est félicité du caractère intégratif du débat mais a mis en garde que le développement durable n'est pas suffisamment intégré dans les processus décisionnels. Le CANADA a appelé à l'engagement du public et, avec la CHINE, a mis en exergue l'importance de l'approche intégrative. La COMMUNAUTE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE a encouragé l'adoption de méthodes interdisciplinaires, a suggéré la conduite d'une évaluation globale de l'énergie et a mentionné le déclin de l'investissement dans la R&D. L'ITALIE a déclaré a indiqué qu'elle organisera un groupe d'action international sur la sensibilisation aux modes durables de consommation, pour jeter des passerelles entre le Processus de Marrakech et la Décennie des Nations Unies pour la Sensibilisation au Développement Durable. La NORVEGE a parlé des liens entre l'énergie, la santé et la promotion de la Femme.

L'INDONESIE a décrit les effets de l'augmentation des prix du pétrole et a appelé au financement et au transfert des technologies. Le ROYAUME-UNI s'est concentré sur le secteur du transport et sur le contrôle des émissions de GES. Les ONG ont conseillé de mettre en place des réglementations fermes, à la suite des scandales qui ont éclaté dans le secteur de l'entreprise, et ont appelé à la CDD de faciliter la mise en place de politiques favorables aux pauvres. Le représentant des COMMUNAUTES AUTOCHTONES a déclaré que ces dernières sont souvent exclues de la collecte des données concernant les indicateurs appropriés. Le délégué des SYNDICATS DES TRAVAILLEURS a parlé des liens entre la santé des travailleurs et la protection de l'environnement. MAURICE a souligné l'importance de la sécurité énergétique pour les PEID. Le MEXIQUE a parlé de la pollution de l'air ambiant et des changements climatiques, et a encouragé la mise en place de réglementations là où la loi du marché ne marche pas. La représentante des FEMMES a déclaré que la recherche montre que les femmes sont les plus touchées par les difficultés actuelles, et le SYNDICAT DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE a mis en exergue le rôle des partenariats.

DANS LES COULOIRS

On croit savoir qu'il a fallut plusieurs jours, à certains délégués, pour apprendre la nouvelles que le Président Aleksishvili ne sera pas avec eux à New York cette semaine, en raison de la série d'ébranlements qui frappe l'économie géorgienne, dont l'effondrement des revenues des viticulteurs. Des supputations ont été émises sur la possibilité de voir le Président venir assumer ses charges à la CDD-14, dans le courant de la deuxième semaine, au moment prévu pour la présentation de la Synthèse des Délibérations, du Président.

Le malaise se poursuit autour du rôle de la Matrice qui risque, comme certains le craignent, de détourner l'attention loin de l'élaboration des recommandations qui doivent émerger de la CDD-15, l'année prochaine. Dans leur évaluation des discussions menées à ce jour, certains délégués ont exprimé un mécontentement persistant que les questions économiques et techniques aient accaparée la majeure partite de l'attention, au détriment des dimensions environnementales et sociales, ainsi que des thèmes transversaux. Sur une note positive, toutefois, un délégué a fait observer que le nombre des déclarations politiques a, charitablement, été réduit au minimum.